



## Les tueurs du Kosovo

Par [Rick Rozoff](#)

Mondialisation.ca, 19 mai 2008

[Komsomolskaya Pravda](#) 19 mai 2008

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Les forces spéciales américaines et allemandes savaient que des Serbes avaient été enlevés en 1999 puis mutilés en vue d'un trafic d'organes. Du fait qu'elles ne firent rien pour arranger la situation, nous sommes en droit de supposer qu'elles étaient également impliquées dans les réseaux de trafiquants.

« On a déterré suffisamment de faits pour inculper l'ancien Premier ministre du Kosovo, Ramush Haradinaj, l'actuel chef de l'État du Kosovo, Hashim Thachi, ainsi que d'autres Albanais de tout premier plan. »

« Haradinaj fut libéré de La Haye au début avril, même s'il était accusé d'avoir assassiné des civils serbes. Ils ont dit qu'il n'était pas coupable. Mais nous disposons de faits documentés prouvant que Haradinaj a exécuté personnellement 60 Serbes et qu'il a ordonné l'exécution de 300 autres. »

Bien des gens ont entendu cette expression, « catastrophe humanitaire » (causée par les Serbes, NDT), mais rares sont ceux qui en ont vu une, en fait. Les enclaves serbes au Kosovo font partie de cette catégorie.

Après que le Kosovo eut proclamé son indépendance, le procureur du Tribunal pénal international pour l'ancienne Yougoslavie (TPIY), Carla Del Ponte, quitta son poste à La Haye en claquant la porte.

Elle le fit si bruyamment que, dans les parlements de toute l'Union européenne, les plâtres des plafonds se lézardèrent.

Après son exil en Argentine en tant qu'ambassadrice de la Suisse, Del Ponte déclara que le nouveau Kosovo était dirigé par des bouchers qui avaient fait fortune en trafiquant des organes prélevés sur des Serbes kidnappés. Dans son livre intitulé « La chasse : moi et les criminels de guerre », Del Ponte décrit comment un marché noir d'organes se constitua durant la guerre du Kosovo. Néanmoins, dit-elle, l'Union européenne fit la sourde oreille, n'accordant aucune attention à ces crimes.

Des journalistes du Komsomolskaya Pravda (KP) se rendirent au Kosovo pour en savoir plus sur la question.

Les révélations de Carla, la dame de fer.

Il ne se passe quasiment pas de jour sans que des fragments du bouquin de Del Ponte ne fassent la une des journaux de Belgrade.

Voici un passage habituellement cité et qui passe en revue les horreurs du trafic d'organes au Kosovo : « Selon des sources de journalistes qu'on n'a pu identifier que comme des Albanais du Kosovo, certains des prisonniers les plus jeunes et les mieux portants recevaient la visite de médecins et on ne les frappait jamais. Ils étaient transférés dans d'autres camps de détention à Burrel et dans la région avoisinante, et l'un de ces camps était une espèce de casernement situé derrière une maison jaune, à 20 km au-delà de la ville.

« L'une des chambres de cette maison jaune, ont déclaré les journalistes, étaient équipée d'une salle d'opération de fortune et c'est là que les chirurgiens prélevaient les organes des prisonniers. Selon les sources, ces organes étaient acheminés ensuite à l'aéroport de Rinas, à Tirana, en vue d'être expédiés vers des cliniques chirurgicales à l'étranger et d'être transplantés sur des patients payants.

« L'un des informateurs avait personnellement effectué l'une de ces livraisons à l'aéroport. Les victimes, privées d'un rein, étaient alors enfermées de nouveau à l'intérieur du casernement, jusqu'au moment où on les tuait pour prélever d'autres organes vitaux. C'est ainsi que les autres prisonniers du casernement étaient conscients du sort qui les attendait et que, selon les mêmes sources, ils suppliaient, terrifiés, pour qu'on les tuât immédiatement. »

« Parmi les prisonniers qui furent emmenés dans ces casernements, il y avait des femmes du Kosovo, d'Albanie, de Russie et d'autres pays slaves. Deux des sources déclarèrent qu'elles aidèrent à enterrer les corps des morts autour de la maison jaune et dans un cimetière voisin. Selon les sources, le trafic d'organes était perpétré au vu et au su d'officiers moyens et supérieurs de l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo) et avec leur implication active.



Law students from Prishtin University at a rally.

« Quelques mois plus tard [en octobre 2002], les enquêteurs du tribunal et l'UNMIK débarquèrent en Albanie centrale et découvrirent la maison jaune que les journalistes avaient décrite comme l'endroit où l'on tuait les prisonniers afin de prélever leurs organes. Les journalistes et le procureur albanais accompagnaient les enquêteurs sur le site.

« La maison était blanche, désormais. Le propriétaire nia l'avoir jamais repeinte, même si les enquêteurs découvrirent des traces de peinture jaune à la base des murs. À l'intérieur, les enquêteurs découvrirent des fragments de gaze, une seringue qui avait été utilisée et deux sachets en plastique IV incrustés de boue et des flacons de médicaments vides, dont l'un avait contenu un relaxant musculaire souvent utilisé dans des opérations chirurgicales.

L'application d'une substance chimique révéla à l'équipe scientifique des traces de sang sur les murs et le sol d'une pièce à l'intérieur de la maison, sauf en un endroit propre du sol, lequel faisait 180 cm sur 60.

« Les enquêteurs ne furent pas en mesure de déterminer si les traces qu'ils avaient trouvées étaient du sang humain. Les sources n'indiquèrent pas la position des tombes des présumées victimes et, de ce fait, nous ne retrouvâmes pas les corps. »

Toutefois, des journalistes serbes lancèrent leur propre enquête sur ce trafic d'organes présumé.

On apprit que des correspondants de la presse écrite avaient découvert les casernements décrits par Del Ponte. Toutefois, ils refusèrent de partager des informations détaillées avec KP.

Le tabloïd publia plusieurs photos concernant l'affaire, mais nombre de représentants des médias locaux estiment que leur authenticité est douteuse.

« Ils ont voulu fabriquer cette énorme histoire, mais ils ont fini par en faire un paquet de camelote », déclara Aleksandr Bechich, rédacteur en chef adjoint du journal d'opposition La Pravda. « La presse a été surprise en flagrant délit de mensonge à plus d'une occasion. Mais il y a une part de vérité dans l'article. »

« Bien des Serbes ont entendu parler de ces crimes, même avant la publication du bouquin. Le ministre serbe de la Justice, Vladan Batich, a refilé à Del Ponte tout un matériel bien fourni à propos des exécutions et enlèvements de Serbes. Il y avait également des preuves mais personne n'était sûr qu'il y ait eu en réalité un trafic d'organes.

« J'avais à l'origine appris des choses à ce propos, voici cinq ans, de l'ancien chef des renseignements militaires serbes. Mais personne n'écoutait les agents spéciaux, à l'époque. Les forces spéciales serbes disposaient de documents qui certifiaient qu'on avait amené de l'équipement médical dans des camps en Albanie.

« Ces preuves furent remises à ses services de renseignements occidentaux. « Nous ne pouvons travailler en Albanie », dirent-ils. « Aidez-nous à ce propos ». Mais personne ne bougea.

« Les forces spéciales américaines et allemandes savaient que des Serbes avaient été enlevés en 1999. Du fait qu'elles ne firent rien pour arranger la situation, nous sommes en droit de supposer qu'elles étaient également impliquées dans les réseaux de trafiquants.

« Comment le système était-il organisé ? L'UCK recevait d'importantes sommes d'argent liquide, pour les organes.

« Cet argent était utilisé pour acheter de la drogue en provenance de l'Afghanistan, drogue qui était ensuite revendue en Europe occidentale.

« L'UCK achetait des armes, avec cet argent. On a déterré suffisamment de faits pour inculper l'ancien Premier ministre du Kosovo, Ramush Haradinaj, l'actuel chef de l'État du Kosovo, Hashim Thachi, ainsi que d'autres Albanais de tout premier plan.

« Mais, comme il s'opposait à être envoyé en prison, Haradinaj fut libéré de La Haye au début avril, même s'il était accusé d'oir assassiné des civils serbes. Ils ont dit qu'il n'était pas coupable.

« Mais nous disposons de faits documentés prouvant que Haradinaj a exécuté personnellement 60 Serbes et qu'il a ordonné l'exécution de 300 autres. La libération de Haradinaj fut un sale coup pour les familles des personnes décédées. »

La décision du tribunal de libérer Haradinaj fut aussi offensante pour les Serbes que le fut la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par l'Occident.

Le commandant de l'UCK sur le terrain était l'équivalent d'un Shamil Basaiev albanais, cruel et intransigeant.

Neuf témoins furent prévus pour témoigner contre Haradinaj à La Haye.

Mais ils furent tous tués en cours de procès et dans des circonstances différentes : deux furent abattus par un tireur embusqué, un autre mourut dans un accident de voiture au Monténégro, deux furent poignardés, deux périrent carbonisés dans leur voiture alors qu'ils servaient dans la police du Kosovo et les deux derniers furent abattus dans un café de village au Kosovo.

Bien des gens en Serbie croient que Ramush Haradinaj a été un personnage clé du réseau de contrebande d'organes.

« Thaci était un criminel », a déclaré Deyan Mirovic, un député du parti radical au Parlement de Serbie, au KP avant que nous n'entamions notre voyage à Kosovska-Mitrovica.

Il donna sa propre version d'une histoire succincte de la Serbie des temps modernes : « Pour commencer, Thaci fut impliqué dans un trafic de drogue, ensuite, il dirigea un gang et, plus tard, un groupe terroriste.

« Aujourd'hui, il est un allié des États-Unis et de l'Union européenne. L'histoire de Haradinaj est pareille. Il a été vider dans une boîte de nuit et a fini par diriger une organisation terroriste.

« Dans la préface de son livre « La paix et la liberté », il a écrit : « J'ai tué des policiers serbes. J'ai tué des civils serbes et albanais qui se montraient désobéissants. »

« C'est pourquoi je crois tout ce que Del Ponte a écrit. Nous savons tout ce qui s'est passé en Serbie. Haradinaj avait un camp sur le lac de Radonic, en Métochie. Des gens y étaient emmenés, en provenance de Prizren, Pecha et Djakovica.

« Beaucoup furent exécutés. Des gens étaient également sélectionnés pour de prétendus centres médicaux. Ils étaient gardés en détention pendant qu'on leur prélevait systématiquement des organes. Vous voulez des preuves ? Cherchez leurs familles au Kosovo. C'est la seule façon. Toutes les autres preuves ont été détruites. »

Rien à perdre pour les Serbes dans les enclaves du Kosovo

Des enfants sans toit errent dans les rues. Des adultes rôdent sous le soleil ou attendent des clients qui ne viennent jamais dans ce qu'on appelle des taxis. Des amas de déchets s'empilent au bord de la route.

Des services de l'État sont en complet dysfonctionnement et ne font rien, même si on le leur demande.



KP s'est rendu dans l'enclave de Kosovska-Mitrovica, dans le nord du Kosovo, pour en savoir plus sur les phénomènes des enclaves.

Nos journalistes étaient assis dans un café délabré, en attendant que commence le rassemblement serbe du Kosovo. Les fenêtres du café étaient mouchetées d'impacts de balles.

La réunion devait commencer à 12 h 44. Le chiffre même a une signification spéciale. Il s'agit du numéro d'ordre d'une résolution des Nations unies concernant le Kosovo et déclarant que le territoire constituait une partie inaliénable de la Serbie.

Les soldats roumains des forces de l'Otan au Kosovo (la KFOR) enlevèrent la housse de la mitrailleuse du petit véhicule blindé. Ils savaient qu'ils devaient se tenir prêts. Pendant ce temps, nous buvions du café derrière le tribunal des Nations unies.

Un éclat d'obus avait tué un gardien de la paix ukrainien qui n'était arrivé là qu'une semaine plus tôt. Il faisait partie d'une mission de maintien de la paix destinée à introduire un ordre constitutionnel dans le pays.

Mais les hommes de loi serbes ne faisaient pas partie de cet ordre. On leur avait demandé de quitter le tribunal et ils avaient été remplacés par des Albanais. Ceux qui avaient refusé de s'en aller avaient été arrêtés.

Les gardiens de la paix n'avaient pas compris que les Serbes du Kosovo étaient sur le point d'exploser depuis plusieurs années.

Ils n'avaient rien à perdre. Leur pays leur avait été enlevé et ils avaient été laissés dans la pauvreté, dans l'attente d'un miracle. Comme on nous l'a répété de nombreuses fois, bien des Serbes du Kosovo considèrent qu'un miracle équivaldrait à 250.000 volontaires russes. Les journalistes russes, comme nous, étaient considérés comme des espions ou comme un détachement avancé.

La « dolce vita » des gardiens de l'Est

Mitrovica n'est pas vraiment une enclave. Elle touche pratiquement la Serbie, mais un pont divise la ville en une section albanaise et une section serbe. Des gardes non officiels surveillent la section serbe. Ce petit détail montre qui est l'agresseur, dans la situation présente, et qui est sur la défensive.

Quarante noms de famille de Serbes décédés sont gravés sur un obélisque, du côté serbe. Les Albanais ont tenté d'annexer la section serbe de la ville en de nombreuses occasions.

Le pont a servi de théâtre à plusieurs guerres sanglantes.

Tout est calme du côté serbe.

Des hommes tout en muscles sont assis dans un café rose, ouvert 24 h sur 24. On les appelle officiellement les gardiens du pont, puisque leur boulot consiste à empêcher les Albanais d'attaquer depuis l'autre extrémité du pont. Ils nous ont salué avec méfiance.

Le garçon s'est approché de nous lentement, d'un air indifférent.

« Un café, une bouteille d'eau », avons-nous demandé en serbe, ajoutant en russe que nous étions des journalistes russes écrivant sur les Serbes du Kosovo. L'attitude du garçon et des gardes changea sur-le-champ. Ils nous offrirent la table donnant sur le pont.

Peu après, le chef de la section locale de l'Union des Serbes nationalistes, Neboysa Iuvovic, entra dans le café et nous salua.

« Bien des hommes politiques s'écartent de leurs positions et écrivent sur la vérité », déclara Neboysha. « Carla Del Ponte ne voulait pas écrire sur ce qui s'était réellement passé auparavant parce qu'elle aurait alors dû ouvrir des enquêtes sur les crimes en rapport avec le trafic d'organes. Cela aurait été un suicide, sur le plan de la carrière, pour une femme politique de l'UE, de se rendre au Kosovo.

« Nous disposons de suffisamment de faits qui prouvent le génocide. Nous avons des informations confirmant que 1.200 Serbes ont été kidnappés et 1.700 ont été tués. Personne ne peut dire quoi avec certitude.

« Des Serbes ont été enlevés partout au Kosovo. Des gens disparaissaient : pas des fermiers, mais des docteurs. Plusieurs ont été kidnappés. L'un d'eux était le célèbre chirurgien Andrea Tomanovic. Son corps n'a jamais été retrouvé. Essayez d'aller vers le sud, du côté de la frontière albanaise. N'envisagez surtout pas de parler de tout ceci avec l'administration albanaise, toutefois. Vous disparaîtriez. Et ne parlez qu'anglais, avec les Albanais. »

Au matin, nous vîmes que nous étions presque dans les montagnes. Les enclaves étaient envahies par un épais brouillard glacé.

Ils vinrent nous chercher. Une jeep rouge se pointa dans les nuages. Les chiffres de la plaque d'immatriculation du Kosovo étaient en carton. Notre chauffeur, Duchko, un Serbe, les enleva avant de traverser le point menant de l'autre côté, en Albanie.

Deux cents mètres, des clôtures de barbelés, un poste avancé de la KFOR. Puis, tout changea. Tout d'un coup, nous découvrîmes des rues propres, bien balayées, des fenêtres de boutiques de style turc ou rom.

Et des drapeaux américains.

Le nouveau Kosovo albanaise est toujours occupé à fêter la victoire.

Source: Komsomolskaya Pravda (KP), <http://www.kp.ru/daily/24096.5/324917/> , 13 mai 2008.

Traduction, [le site de Michel Collon](#).

[Galerie de photos](#)

La source originale de cet article est [Komsomolskaya Pravda](#)

Copyright © [Rick Rozoff](#), [Komsomolskaya Pravda](#), 2008

---

Articles Par : [Rick Rozoff](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)